Rapport sur les revues de l'Institut national de recherche pédagogique présenté en juillet 2010

Groupe de travail animé par Antoine Prost

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfp/2599>

DOI : 10.4000/rfp.2599

ISSN : 2105-2913

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2010

Pagination : 105-126

ISBN : 978-2-7342-1189-1

ISSN : 0556-7807

Référence électronique

Groupe de travail animé par Antoine Prost, « Rapport sur les revues de l'Institut national de recherche pédagogique présenté en juillet 2010 », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 173 | octobre-décembre 2010, mis en ligne le , consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rfp/2599> ; DOI : 10.4000/rfp.2599

RAPPORT

Rapport sur les revues de l'Institut national de recherche pédagogique présenté en juillet 2010

Groupe de travail animé par Antoine Prost

INTRODUCTION

Les revues de l'Institut national de recherche pédagogique (INRP) n'ont fait l'objet jusqu'ici d'aucune étude d'ensemble. Les différents rapports demandés à des inspecteurs généraux sur l'INRP ne les ont abordées qu'en passant, dans des paragraphes brefs et parfois mal informés (Barret & Antoine, 1995 ; Caffin-Ravier, Dersy & Ghesquière, 1999 ; Peretti, Souchet & Jaugin, 2007). Celui de 1999, se référant à un rapport de la Cour des comptes déjà ancien (datant de 1985), analysait les stocks et la comptabilité du service des publications pour appeler à une remise en ordre, mais dans une perspective purement comptable et gestionnaire. Il est vrai que ce service était resté 18 mois sans responsable. En 2001, le rapport remis à Jack Lang sur la recherche en éducation signalait l'importance des revues et publications de l'INRP et leur consacrait quelques pages, sans entrer dans le détail (Prost, 2001). Seule l'étude commandée en 2003 par le conseil scientifique de l'Institut mérite d'être rappelée. Chaque revue a fait alors l'objet d'une expertise externe, confiée à des universitaires compétents¹. Mais ces analyses, précises et argumentées, se limitent à apprécier leur valeur scientifique. Le présent rapport, élaboré dans des délais très brefs – deux mois – à la demande du directeur de l'INRP, laisse délibérément de côté cet aspect du sujet². Il est des instances légitimes et compétentes pour évaluer scientifiquement les revues, et nous n'entendions pas nous substituer à elles. Nous nous sommes donc limités à examiner le rapport des revues à leurs publics, à l'institution qui les édite et au champ scientifique dans lequel elles se situent. Ce qui nous a conduits à rechercher les moyens d'en accroître l'audience nationale et internationale ainsi qu'à nous interroger sur les conséquences à tirer de l'évolution très rapide des réseaux, portails et sites Internet.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il convient d'indiquer l'esprit qui a animé notre réflexion : il explique le ton du rapport. Nous avons la conviction que les revues sont à la fois très importantes et très fragiles. Elles sont doublement importantes. D'abord pour les champs scientifiques qu'elles contribuent à structurer et à organiser. Leur rôle est capital dans l'animation des recherches. Ensuite pour l'INRP, à la fois parce qu'elles en constituent la partie la plus visible, et parce qu'elles lui donnent, dans un champ où il régnait presque seul il y a quarante ans, une position d'influence et de référence que les nombreux partenaires nés depuis seraient heureux de lui disputer. Or les revues sont fragiles. Ce sont des bénévoles qui, pour l'essentiel, les font vivre. Certains en tirent sans doute des gratifications symboliques, mais qu'ils paient très cher, en dépense de temps, d'énergie et parfois de diplomatie. Or s'il faut du temps pour qu'une revue soit reconnue : identifiée, appréciée, considérée, il suffit de quelques mois, d'une interruption de la gestion des abonnements par exemple, ou d'un choix éditorial malheureux, pour l'ébranler, voire la détruire. Cette considération invite à privilégier les améliorations réalisables plutôt que les révisions déchirantes. D'autant que le contexte est caractérisé par l'ampleur des incertitudes, au point qu'une seule chose soit sûre : notre ignorance des lendemains que réservent aux revues – mais aussi aux livres – les tablettes électroniques, les portails et les innovations en tout genre. La nécessité s'impose de changer, en veillant à ne pas hypothéquer d'imprévisibles évolutions ultérieures. Ce n'est pas une situation confortable, mais c'est celle de toutes les revues des sciences humaines et sociales (SHS).

ÉTAT DES LIEUX

La France a un ensemble de revues sur l'éducation qui en font un partenaire important dans les débats scientifiques et éducatifs sur les pratiques et politiques d'éducation. Leur qualité doit beaucoup à l'INRP et à ses équipes de recherche. L'INRP publiait jusqu'en 2010 sept revues soit, par date de création :

- 1967 : *Revue française de pédagogie* (RFP) ;
- 1969 : *Repères* ;
- 1978 : *Histoire de l'éducation* (HE) ;
- 1985 : *Aster* ;
- 1987 : *Recherche et formation* (R&F) ;
- 1993 : *Didaskalia* ;
- 1998 : par convention avec De Boeck, *Éducation et sociétés* (E&S).

La RFP est une revue généraliste, qui couvre le champ des sciences de l'éducation dans toute leur diversité et publie donc des recherches de sociologie, didactique, psychologie et histoire. Les titres des revues indiquent le champ couvert par HE, R&F et E&S. Les trois dernières sont des revues de didactique : du français pour *Repères*, des sciences pour les deux autres qui fusionnent en 2010 pour donner naissance à la revue *Recherches en didactique des sciences et des technologies* (RDST). Toutes ces revues figurent sur la liste des revues de référence établie par l'AERES. Dans le classement contesté de l'*European Science Foundation* (ESF), la RFP et HE étaient classées A. Elles l'étaient également en 2009 dans celui de l'AERES, qui donnait la même note à R&F. Dans l'enquête de « revuemétrie » effectuée par Philippe Jeannin en 2003 pour la Direction de la recherche (Jeannin, 2003), la RFP venait en tête des 69 premières revues de sciences de l'éducation, R&F à la 7^e place, E&S à la 9^e, suivie d'*Aster* (11^e), HE (12^e), *Didaskalia* (21^e) et *Repères* (26^e). Même s'il ne faut pas accorder trop d'importance à ces évaluations, en raison de leurs méthodologies discutables et des différences entre revues qui ne sauraient atteindre la même notoriété en raison de leur nature plus ou moins spécialisée, ces classements indiquent

clairement que les revues de l'INRP sont toutes des revues de recherche – et non de vulgarisation – et qu'elles sont toutes de très bon ou de bon niveau.

Diffusion

Les tableaux ci-dessous décrivent l'évolution des abonnements et des ventes de ces revues au cours des dernières années.

Tableau 1. **Abonnements aux revues de l'INRP pour la période 2004-2009**

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
RFP papier	943	896	872	833	769	724
RFP électronique				20	30	35
R&F	311	285	306	303	304	302
HE	439	433	410	338	334	337
<i>Repères</i>	341	261	245	284	281	265
<i>Didaskalia</i>	144	150	164	159	158	150
<i>Aster</i>	306	266	279	239	241	251
E&S ³					138	124

Dans un contexte où l'ensemble des revues de SHS enregistrent un recul de leurs abonnements, les revues de l'INRP résistent plutôt bien, notamment R&F et *Didaskalia* (voir le tableau 1). Les ventes au numéro (voir le tableau 2) reculent en revanche de façon sensible pour ces revues, avec des variations qui s'expliquent par la parution de numéros spéciaux, dont certains sont mieux reçus que d'autres.

Tableau 2. **Ventes au numéro par l'INRP et le diffuseur AFPUD
(Association française des presses d'université diffusion)**

	2006	2007	2008	2009
RFP papier	359	359	271	246
RFP électronique	17	38	49	66
R&F	206	271	272	221
HE	228	261	237	123
<i>Repères</i>	295	508	495	409
<i>Didaskalia</i>	63	60	28	29
<i>Aster</i>	202	362	222	137
E&S (INRP)	43	33	23	29
E&S (De Boeck)				68

Au total, la diffusion des revues de l'INRP semble très représentative de l'évolution d'ensemble des revues de SHS. Elle obéit à des transformations des pratiques de lecture savante dont nous reparlerons plus loin.

Rédaction

Comme on pourrait s'y attendre, ces revues ont publié des articles d'auteurs très différents. Le tableau 3 présente l'inventaire des articles et des auteurs en

fonction du nombre d'articles auxquels ils ont collaboré, fût-ce partiellement (cas des articles qui comportent plusieurs signatures).

Tableau 3. **Nombre d'articles (comptes rendus exclus) et nombre d'auteurs**

	RFP	R&F	HE	<i>Repères</i>	<i>Didaskalia</i>	<i>Aster</i>	E&S
Numéros parus de 2006 à 2010	16	12	13	8	8	4	8
Nombre total d'articles	155	124	67	90	45	64	91
Nombre d'auteurs différents	232	149	57	124	74	107	113
Auteurs ayant participé à 3 articles ou plus	5	9	4	4	5	4	5
Auteurs ayant participé à 2 articles	20	17	8	13	2	12	6
Auteurs ayant participé à 1 article	207	123	45	107	67	91	102
Nombre d'articles par auteur	0,67	0,83	1,18	0,73	0,61	0,60	0,81
Nombre d'articles ayant un seul auteur	94	82	64	54	13	24	64
Proportion d'articles ayant un seul auteur	60,6 %	66,1 %	95,5 %	60,0 %	28,9 %	37,5 %	70,3 %

L'ouverture des rédactions apparaît clairement. Le nombre d'articles par auteur constitue un indicateur très grossier, en raison des articles qui portent plusieurs signatures : ce fait, habituel quand une équipe rend compte d'une recherche, accroît mécaniquement le nombre des auteurs et tire donc l'indicateur vers le bas. Il explique que le nombre d'auteurs mentionnés une seule fois soit supérieur au nombre total d'articles. La seule revue plus resserrée est HE, ce qui s'explique par l'étroitesse du champ concerné mais aussi par le fait que presque tous les articles n'ont qu'un seul auteur : le travail d'archive est rarement collectif. En revanche, les revues de didactique semblent très ouvertes, ce qui s'explique par leur place dans la formation des maîtres et par les liens de la didactique avec les préoccupations pratiques des enseignants, mais plus encore par le grand nombre d'articles qui ont plusieurs auteurs. On est ici dans un domaine où la collaboration de chercheurs et de professeurs tenant leur classe est fréquente, ce que traduisent les signatures plurielles. Deux conclusions s'imposent ainsi :

- on ne peut traiter ces revues comme un bloc homogène. Elles présentent de fortes différences, qui renvoient à la structure même des champs de recherche qu'elles couvrent ;
- nous sommes très loin de revues repliées sur elles-mêmes, cultivant un entre-soi confortable ou un militantisme sectaire. La suite de l'enquête le confirme.

Affiliations

D'où viennent les auteurs qui publient dans ces revues ? Le tableau 4 indique la proportion d'articles selon le type d'affiliation de ces auteurs.

Tableau 4. **Part des articles due aux auteurs des différentes affiliations**

	RFP		R&F		HE		Repères		Didaskalia		Aster		E&S	
	Part	Nb	Part	Nb	Part	Nb	Part	Nb	Part	Nb	Part	Nb	Part	Nb
Universités françaises	69,9	31	66,5	27	31,2	15	27,0	17	16,0	16	24,4	13	31,0	22
IUFM	15,3	15	25,6	18	9,0	6	44,0	18	10,2	9	10,8	12	2,5	3
Universités étrangères	46,5	35	16,5	14	7,0	7	9,1	6	8,5	9	3,8	5	41,6	31
INRP	11,6		9,2		14,8		5,3		5,3		18,0		11,0	
Divers	17,7		6,1		6,0		6,8		5,0		7,0		5,9	
Total (nb d'articles)	161		124		68		90		45		64		92	

Note : pour établir ce tableau, on a donné à chaque article un poids égal à 1. Ce poids a été réparti entre les divers auteurs classés selon leur affiliation. Un article écrit par un professeur d'université français, un étranger et un chercheur de l'INRP donne une part de 1/3 à chacune de ces catégories. Dans la colonne « Nb » figure le nombre d'universités ou d'IUFM différents auxquels appartiennent les auteurs des articles.

Deux revues se signalent par l'importance de leurs collaborations étrangères : la RFP et E&S. L'une comme l'autre publient de nombreux articles écrits par des universitaires étrangers. Les universités francophones, suisses, belges ou canadiennes, sont privilégiées, mais elles sont loin d'être les seules (voir encadré ci-dessous). Les deux revues sont en rapport avec les deux plus importantes universités britanniques de leur secteur, Londres et Bristol. Les liaisons européennes de la RFP sont très diverses. E&S a beaucoup de contacts avec les États-Unis et l'Amérique latine.

Universités étrangères en rapport avec la RFP et E&S			
RFP	E&S	RFP	E&S
Louvain	Louvain		
Bruxelles	Bruxelles	Montréal	Montréal
Mons	Mons	Sherbrooke	
Liège	Liège	Québec	
Namur		Joliette	
Luxembourg			Rimouski (Canada)
Groningue			Mount St. Vincent
Twente (Pays-Bas)		Toronto	Toronto
	Aarhus		Ottawa
Genève	Genève	Columbia	
Lausanne	Lausanne	Athens (États-Unis)	
Fribourg		Maryland	
	Neuchâtel		Buffalo

Universités étrangères en rapport avec la RFP et E&S			
RFP	E&S	RFP	E&S
Bristol	Bristol		Dearborn
Londres	Londres		Madison
Cardiff			Miami
	Brighton		Milwaukee
	Edimbourg		Northwestern
Kiel		São Paulo	São Paulo
Münster			Minas Gerais
Lisbonne			Buenos Aires
Oslo			Mexico
Prague			
Budapest		Rwanda	
Rome			Tunis
	Jyväskylä (Finlande)		Canton
	Moldavie		

Pour apprécier l'importance de cette ouverture, il convient de tenir compte du nombre d'articles publiés par les différentes revues. La RFP ayant publié 162 articles peut accueillir plus facilement de nombreux articles étrangers qu'E&S, avec 92 articles parus. Le tableau 5 permet de relativiser ces résultats en les rapportant à la taille des revues.

Tableau 5. **Répartition des auteurs selon leurs affiliations**

	RFP	R&F	HE	<i>Repères</i>	<i>Didaskalia</i>	<i>Aster</i>	E&S
Universités françaises	43,4 %	53,6 %	45,9 %	29,3 %	35,6 %	38,1 %	33,7 %
IUFM	9,5 %	20,6 %	13,2 %	47,7 %	22,7 %	16,8 %	2,7 %
Universités étrangères	28,9 %	13,3 %	10,3 %	9,9 %	18,9 %	6,0 %	45,2 %
INRP	7,2 %	7,5 %	21,8 %	5,7 %	11,8 %	28,1 %	12,0 %
Divers	11,0 %	4,9 %	8,8 %	7,4 %	11,1 %	10,9 %	6,4 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Les collaborations étrangères constituent près de la moitié des numéros d'E&S et plus du quart de celles de la RFP⁴. L'ouverture internationale de ces revues est donc bien confirmée. La faible participation d'auteurs de l'INRP l'est également, jusqu'à tomber à 5,7 % dans *Repères*. Mais là où elle est la plus forte, à HE, elle dépasse à peine le cinquième des articles. Sauf pour E&S, la majorité des articles publiés par les sept revues provient donc d'universitaires en poste dans les IUFM et les universités, mais avec une balance variable. La revue la plus étroitement liée aux IUFM est *Repères*, pour presque la moitié de ses articles, mais notre enquête a privilégié ces institutions car, dans les cas d'affiliations multiples (une université, une équipe de recherche, un IUFM), nous avons pris en compte l'IUFM de préférence aux autres. Comme cette règle a été suivie pour

toutes les revues, la différence entre *Repères* et les autres revues demeure certaine.

Les deux revues de didactique des sciences se caractérisaient par un rôle relativement important de chercheurs de l'INRP et de chercheurs « divers » : c'est le reflet d'équipes qui associent professeurs de terrain et chercheurs, un dispositif beaucoup plus rare ailleurs. De toutes les revues, *Didaskalia* était celle qui avait le plus de liens avec l'Afrique francophone : le Maroc (Casablanca, Fès, Tétouan), mais aussi Sétif, Tunis ou Dakar. *Aster* était en contact étroit avec quelques grosses formations de recherche aux implantations multiples, comme l'UMR STEF (ENS Cachan et INRP), le LIRDHIST (université Claude-Bernard-Lyon 1), l'UMR ICAR (CNRS, université Lumière-Lyon 2, ENS de Lyon, INRP), l'IUFM d'Aquitaine (université Montesquieu-Bordeaux 4), etc. Les deux revues classées A par l'ESF (la RFP et HE) sont aussi celles où les auteurs issus d'universités françaises sont les plus nombreux, au point d'écrire presque la moitié des articles. Le bruit ayant couru que les revues et notamment la RFP serviraient à promouvoir les travaux des membres de leurs comités de rédaction et de leurs disciples, nous avons examiné ce point. L'affirmation est totalement dénuée de fondement, comme en témoigne le tableau 6.

Tableau 6. Articles de la RFP signés par un membre du comité de rédaction ou du comité scientifique, du n° 145 au n° 169 (2003 à 2009)

	Nombre total d'articles	Articles signés par un membre du CR ou du CS		
		Auteur unique	Co-auteur	Total
Article hors dossier	94	1	2	3
Article dans un dossier	108	3	2	5
Note de synthèse	25	1	2	3
Total	227	5	6	11

Il n'y a donc pas lieu d'envisager d'interdire aux membres des comités de rédaction ou des comités scientifiques de publier dans leur revue. Cette mesure n'est appliquée dans aucune revue, non seulement de SHS (sociologie, histoire, etc.), mais aussi de sciences dites dures (mathématiques, physique, chimie, etc.). La consultation des sites de *Nature*⁵ ou de la *Physical Review* le montre sans équivoque. Interrogé sur ce point par Antoine Prost, l'un des membres du comité de rédaction de cette revue prestigieuse, Jean Dalibard, physicien du laboratoire Kastler Brossel de l'ENS, l'a confirmé : « En ce qui me concerne, je publie régulièrement des articles dans ce journal (par exemple trois articles depuis le début 2010). Certaines revues adoptent une politique plus incitative [...]. Voici un extrait d'un courrier que m'a envoyé récemment l'éditeur en chef d'une autre revue (également d'un très bon niveau) qui me demandait de participer à son board : "*Editors are expected to publish some of their own work, at least one paper during a period of service*"⁶. » Dès lors qu'aucune revue n'interdit aux membres de son comité de rédaction ou de son comité scientifique de publier dans ses livraisons, adopter une telle interdiction constituerait une innovation sans précédent. Comme l'analyse des articles ne la justifie pas, elle passerait pour une mesure vexatoire. Au total, l'analyse des affiliations des auteurs confirme les conclusions déjà tirées de l'examen des articles :

- les revues de l'INRP présentent des différences individuelles trop importantes pour qu'on puisse les traiter comme un bloc ;
- toutes sont largement ouvertes, quoique de façon différente et avec des équilibres différents, sur les universités françaises, les IUFM et les universités étrangères.

Raisons des différences

L'histoire de ces revues explique leurs différences. La RFP est à part. C'est incontestablement la première revue du domaine, comme la *Revue française de sociologie* ou la *Revue française de science politique* dans le leur. Elle le doit à son antériorité. Elle est née en effet en 1967, alors que la licence et la maîtrise de sciences de l'éducation ont été créées par un décret de 1966 et la section correspondante du CNU en 1969. C'est aussi la raison pour laquelle elle accueille des articles de disciplines voisines, la sociologie, la psychologie ou l'histoire. La qualité de ses équipes rédactionnelles successives lui a permis de consolider ce leadership, qui s'entretient lui-même. Comme c'est la meilleure revue du domaine, c'est là que les chercheurs souhaitent prioritairement publier leurs articles, ce qui lui donne le choix entre de bons et de très bons articles.

Fondées plus tard, les autres revues de l'INRP émanent à l'origine d'équipes de l'INRP. À leur naissance, c'étaient des revues de laboratoires ou d'équipes. Mais la politique d'« universitarisation » progressive de l'INRP, menée depuis 1979, a entraîné l'intégration de ses recherches et de ses chercheurs dans le milieu scientifique, alors même que ses liens avec les terrains se maintenaient, tout en se complexifiant au fur et à mesure que les IUFM s'affirmaient. Répondant à des appels d'offres ouverts, passant des doctorats et des habilitations, certains des chercheurs qui animaient ces revues ont été recrutés par des universités comme professeurs ou maîtres de conférences. Ils ont continué à animer les revues qu'ils avaient créées, si bien que les équipes rédactionnelles ne sont plus aussi étroitement rattachées à l'INRP. De producteur de ces revues, l'INRP en est devenu progressivement l'éditeur. Toutefois les profils de ces revues sont différents et l'on peut distinguer plusieurs générations.

À la première, appartiennent *Repères* et HE. *Repères* est issue en 1969 des équipes animées par l'INRP pour expérimenter le plan de rénovation de l'enseignement du français dans le premier degré. Au même moment, l'Association des professeurs de français publiait *Le Français aujourd'hui*, qui se consacrait plutôt au second degré. Depuis, le champ de la didactique du français s'est enrichi de nouvelles revues, dont la plus importante est *Pratiques*. Ce ne sont pas des écoles rivales, car les auteurs circulent entre ces revues. HE est elle aussi la revue d'une équipe de l'INRP, le service d'histoire de l'éducation (ou SHE). À l'origine, c'était le comité d'histoire du ministère de l'Éducation nationale. La plupart des ministères et beaucoup d'organismes publics ont créé des comités pour faire leur histoire. Ces comités font ce qu'a fait le SHE, par exemple des campagnes d'interviews auprès des anciens dirigeants. Tous publient soit des ouvrages (comme la collection du Comité pour l'histoire économique et financière de la France), soit des revues⁷. L'association du SHE au CNRS de 1989 à 2004 et ses liens avec les universitaires en ont fait le lieu privilégié de l'histoire de l'éducation, un domaine peu développé dans les universités, comme l'histoire des sciences. Lancée en 1978, HE est ainsi devenue la revue française du domaine, tout comme *History of Education Quarterly* en est la revue anglophone. D'où son audience internationale, on le verra plus loin.

Une seconde génération date du milieu des années quatre-vingt. La formation des maîtres était alors au centre des débats qui allaient conduire à la création des IUFM et les MAFPEN (Mission académique à la formation des personnels de l'Éducation nationale) multipliaient les initiatives. La didactique des mathématiques s'était développée depuis la réforme des mathématiques modernes, au tournant des années soixante-dix, dans les Instituts de recherche sur l'enseignement des mathématiques (IREM). Mais les autres didactiques s'esquissaient à peine. L'INRP était en avance sur les universités, ce qui explique la création d'*Aster* (1985) pour la didactique des sciences. Avec le temps, cette revue s'est éloignée des terrains pour devenir une revue disciplinaire visant essentiellement un public de chercheurs. R&F répond à une autre dimension du débat sur la formation des maîtres. Grâce à la connaissance qu'avait son service de documentation de la littérature française et étrangère sur ces questions, et d'autre part au réseau qu'il avait tissé avec les différents terrains (écoles normales notamment), l'INRP était mieux placé que quiconque pour faire connaître les recherches et les expériences en cours. En créant cette revue (en 1987), l'INRP répondait à un besoin et lui seul était en mesure de le faire. Dès son premier numéro, R&F accueille des articles de professeurs des universités françaises ou étrangères, de professeurs des lycées, aussi bien que de chercheurs de l'INRP. Elle a conservé ce caractère de revue généraliste d'un sous-domaine particulier.

La troisième génération de revues naît plus tard, dans un contexte où la production éditoriale s'est beaucoup accrue, avec de nombreuses revues de laboratoire, et où il était donc plus difficile de se faire une place. C'est le cas de *Didaskalia* (1993), dont la fusion avec *Aster* apparaît logique, et d'E&S (1998), qui voulait fédérer les recherches en sociologie de l'éducation. Dans un champ où la RFS et les *Actes de la recherche en sciences sociales* occupent une position dominante, l'objectif était de structurer un sous-domaine insuffisamment reconnu. L'équipe de sociologie de l'INRP a conçu dans ce but une revue ouverte très largement à toutes les équipes de sociologie de l'éducation et elle est restée fidèle à ce projet.

LA QUESTION DES PUBLICS

Les portails et l'évolution des publics

Les revues de l'INRP publient des résultats de recherche pour un public de chercheurs. Leur diffusion est, de ce fait, nécessairement limitée. Elle l'est d'autant plus que leur domaine est plus étroit. C'est une situation générale en SHS. Par construction, une revue de tibétologie ou d'autre sujet très pointu ne peut avoir une large audience. Ceci dit, les comportements des chercheurs et leur rapport aux revues évoluent dans l'ensemble du domaine des SHS, et les revues de l'INRP subissent le sort commun. Le mouvement en faveur d'un accès gratuit est fort. Les chercheurs attendent de leur laboratoire ou de la bibliothèque de leur université qu'ils mettent à leur disposition les revues dont ils ont besoin, et les photocopieuses vont bon train. Les abonnements des particuliers se font rares. Ils ne dépassent 10 % que pour R&F, HE et surtout la RFP. Ils risquent de devenir exceptionnels. L'avenir des revues tient donc aux abonnements institutionnels (voir le tableau 7).

**Tableau 7. Abonnés des revues de l'INRP
suivant leur statut au 31 décembre 2009**

	RFP	R&F	HE	<i>Repères</i>	<i>Didaskalia</i>	<i>Aster</i>	E&S
Secteur universitaire	39 %	53 %	48 %	49 %	73 %	60 %	65 %
Éducation nationale	14 %	17 %	5 %	30 %	8 %	23 %	6 %
Institutionnels étrangers	8 %	6 %	18 %	4 %	3 %	2 %	
Hors champ (musées, archives, ambassades)	21 %	13 %	16 %	8 %	7 %	9 %	14 %
Particuliers	18 %	11 %	13 %	9 %	9 %	6 %	16 %
Effectif total	759	302	337	265	150	251	125

Note : pour E&S, ce sont les données de 2010.

Or Internet bouleverse la façon de travailler. Pour consulter un article, il est beaucoup plus facile, plus rapide et moins aléatoire d'interroger Internet que d'ouvrir la revue. Pourquoi acheter un numéro de revue, ou aller le chercher dans le rayon d'une bibliothèque, quand on peut trouver et imprimer directement chez soi l'article qui vous intéresse ? Sensible déjà pour les sites dédiés à une revue ou un éditeur, comme celui de l'INRP, l'avantage de la consultation sur Internet par rapport à la consultation en bibliothèque devient spectaculaire pour des sites même très différents comme *Revue.org* ou JSTOR, dès lors que la revue concernée y est présente. Ces portails ont développé des indexations qui permettent de trouver tous les articles relevant d'un sujet ou d'un auteur donné, y compris dans des revues que l'on n'aurait pas songé à consulter. Aucune bibliothèque ne peut rendre elle-même un tel service, ce qui les conduit à s'abonner à des portails. Conserveront-elles leurs abonnements aux revues papier ? On n'en sait encore rien. En faveur de leur conservation milite la pérennité des revues papier, un argument très fort dans le domaine des SHS où des articles anciens restent importants, alors que même des portails comme JSTOR restent susceptibles de subir les avanies du marché, et qu'en cas de résiliation d'abonnement, la bibliothèque perdrait tout accès aux revues. En sens inverse, pèse l'argument des coûts d'abonnements et des besoins en espaces de conservation⁸. Quoi qu'il en soit, l'avenir des revues passe aujourd'hui par leur intégration dans les portails. Pour qu'une revue soit consultée demain, il faudra qu'elle figure dans les bouquets de revues qu'ils proposent. Actuellement, la situation des différentes revues est la suivante :

- sur le site de l'INRP : RFP, *Aster*, HE, R&F, *Repères*, *Didaskalia* ;
- sur le site de l'INIST : RFP, *Aster*, HE, R&F, *Repères* ;
- sur Cairn.info : E&S, HE ;
- sur *Revue.org* : HE ;
- sur Persée : R&F, RFP.

En outre, l'intégration de la RFP à *Revue.org* et à Cairn.info sera effective à compter de janvier 2011. Cette situation n'est pas satisfaisante. Le portail de l'INIST n'est pas spontanément fréquenté par les chercheurs en SHS. Sur le site de l'INRP, l'interrogation dans la fenêtre « recherche générale » permet de trouver facilement les auteurs et les articles, voire les autres documents auxquels on s'intéresse, mais il faut déjà savoir que ce sujet ou cet auteur ont rapport avec l'INRP. Le site francophone le plus important, Cairn.info, ne concerne encore que

deux revues de l'INRP. On voit ce qui reste à faire, notamment pour la nouvelle revue *Recherches en didactique des sciences et des technologies* (RDST).

Importante pour la diffusion des revues, la présence sur Internet l'est aussi pour leur équilibre financier. Sur tous les portails où des revues de l'INRP sont présentes, la communication des articles est payante, avec une barrière mobile de trois à quatre ans. Les versements des portails constituent une ressource financière potentiellement importante. De ce fait, leur négociation est capitale. Le versement par l'INIST apparaît ici scandaleusement faible (1,50 euros par article téléchargé). La plupart des éditeurs scientifiques sont en conflit avec l'INIST sur ce point, dont l'INRP ne saurait se désintéresser.

Pour toutes les revues qui existent depuis longtemps, la question se pose du caractère payant ou non de l'accès aux articles, en amont de la barrière mobile de trois à quatre ans. Les collections de la RFP et de R&F, notamment, représentent un patrimoine précieux. Qu'elles soient disponibles en ligne gratuitement sur le site de l'INRP ou sur d'autres sites analogues n'est pas dangereux pour l'équilibre financier des revues, car ce qui se développe est l'accès sur les portails proposant des bouquets de revues et permettant d'interroger, sur un même thème ou pour un même auteur, un ensemble de revues. Ces sites du second type sont généralement payants, et les versements constituent pour les revues des ressources d'autant plus importantes que le portail est capable, par l'ampleur de son bouquet, de pratiquer des tarifs d'abonnement élevés. Le choix entre ces deux politiques fait l'objet d'un débat vif, en partie idéologique.

D'un côté, un mouvement international, encouragé en France par le CNRS, pousse au développement du libre accès aux articles et aux revues au nom du refus de la marchandisation des savoirs. Cela revient à faire des revues une sorte de service public, ce qu'elles sont déjà en partie, pour beaucoup, du fait des soutiens financiers publics qu'elles reçoivent et souvent de la prise en charge de leurs frais de structure par l'institution scientifique qui les publie. Dans cette perspective, que le libre accès permette aux « moissonneurs » de piller les archives n'est pas préoccupant, car le pillage est une forme de mise à disposition des savoirs.

D'un autre côté, les revues ont toujours été payantes et le libre accès les prive de ressources appréciables, alors que leurs ressources traditionnelles, les abonnements, reculent de façon sans doute inexorable. Le risque est assez sérieux pour que le portail américain Project Muse, analogue à Cairn.info dans l'espace anglophone, s'engage par contrat à rembourser aux revues qu'il héberge le remboursement des pertes d'abonnement pendant trois ans, s'il est prouvé. Or une revue de l'INRP qui perdrait les ressources de ses abonnements serait à la merci des financements publics dont on connaît les aléas. Séduisant, le libre accès peut s'avérer dangereux pour la pérennité et l'indépendance des revues. De ce point de vue, le choix par l'INRP d'un portail gratuit au-delà de la barrière mobile, Revues.org, peut être discuté, notamment pour la RFP. Il est indispensable que la RFP soit aussi sur JSTOR. L'INRP ne doit accorder l'exclusivité à aucun portail, ce qui rendrait impossible ce passage.

Le « grand » public ?

Ces remarques générales n'épuisent pas la question des publics. En premier lieu, se pose la question du grand public. Il n'existe pas aujourd'hui de revue de vulgarisation qui présente les résultats des recherches et leur apport aux débats sur l'école. C'est une lacune. La revue de l'Association française des adminis-

trateurs de l'éducation, *Administration et éducation*, est bien diffusée dans le milieu des cadres de l'Éducation nationale : inspecteurs, recteurs, hauts fonctionnaires du ministère. Celle du Centre international d'études pédagogiques de Sèvres, la *Revue internationale d'éducation*, connaît une certaine audience en raison de son ouverture sur d'autres systèmes éducatifs. Ni l'une, ni l'autre ne vulgarisent des recherches pédagogiques. Les débats récurrents autour des questions d'éducation se déroulent donc sans qu'on dispose d'une façon simple des données de fait qui pourraient les éclairer. *Le Monde de l'éducation*, qui comblait partiellement cette lacune, a disparu. La *Lettre de l'éducation*, comme les *Dossiers* de la veille scientifique et technologique (ou VST) de l'INRP, qui sont généralement appréciés, ne répondent pas à cet objectif. Le besoin existe donc d'une revue généraliste de vulgarisation pédagogique qui viserait le public des décideurs, des administrateurs, des enseignants et des responsables de parents d'élèves. Est-ce à l'INRP de publier une telle revue ? La question est ouverte, et ce n'est pas à nous de la trancher. La réflexion devrait cependant tenir compte de trois difficultés, rédactionnelle, matérielle et politique :

- il est rare qu'un chercheur soit un vulgarisateur. La bonne vulgarisation suppose pourtant une maîtrise du sujet rare chez les journalistes. Au *Journal du CNRS*, aucun article, sauf l'éditorial, n'est écrit par un chercheur : tous le sont par des journalistes, parfois pigistes, à partir d'informations fournies par les chercheurs, aucun article n'étant publié sans avoir été validé par ces chercheurs. Associer les deux compétences est la condition du succès ;
- l'identification des sujets à traiter, des recherches à présenter, des manifestations à signaler suppose une série d'antennes dans les équipes de recherche. Par sa connaissance du milieu, sa position au sein du système éducatif et les réseaux qu'il entretient à la fois avec les terrains et avec les recherches – ce dont témoigne la VST –, l'INRP est sans doute mieux placé que tout autre organisme pour mener à bien une telle entreprise. Savoir s'il en a les moyens humains et financiers, ceci est une autre question ;
- une revue généraliste de vulgarisation n'a aucune chance de succès sans une certaine indépendance. Il est exclu qu'un établissement public publie une revue hostile au ministre et au ministère ; une telle revue perdrait d'ailleurs tout intérêt pour les décideurs et administrateurs. Mais si elle apparaissait comme la voix du ministère, elle perdrait toute influence. Elle doit pouvoir être critique et il faut que la tutelle l'accepte explicitement. Un hebdomadaire jouait ce rôle jusqu'en 1975. Le ministre de l'époque lui a retiré son financement parce qu'il le trouvait trop critique à son égard, ce qui a entraîné sa disparition. Le ministère y a beaucoup perdu : il ne dispose plus d'aucun support de communication qui puisse être reçu par ses administrés comme autre chose que de la propagande. Sans la liberté de blâmer, il n'est point de revue crédible.

La RFP peut-elle devenir cette revue de vulgarisation ? La réponse est un non catégorique. La RFP diffuse à des chercheurs des résultats de recherche. Elle est la revue majeure du domaine et l'INRP bénéficie de sa réputation. Il est possible d'élargir son audience, notamment à l'étranger, mais sans sortir du monde de la recherche.

Le public éducatif : trop négligé

En second lieu, se pose la question des publics particuliers du monde éducatif : décideurs, inspecteurs, administrateurs, enseignants, dans leur diversité. Elle concerne toutes les revues de l'INRP. Améliorer l'audience des revues dans ces publics est difficile parce que leur indifférence tient autant à ses caractères

propres qu'à la nature scientifique des revues : surcharge de travail, manque de temps, pression des urgences pour les cadres et les décideurs, évolution des mentalités chez les enseignants. Leur conception de leur métier se rapproche de celui des classes moyennes, et ils sont de plus en plus nombreux à consacrer leur temps libre à autre chose qu'à des activités professionnelles. Cette tendance apparaissait déjà en 1992 dans l'enquête de Christiane Étévé sur les professeurs des collèges (Étévé, 1992). Elle ne s'est pas inversée. Mais il est des exceptions, qu'on pourrait certainement rendre plus nombreuses.

D'abord, toutes les revues peuvent et doivent améliorer la lisibilité de leurs articles, pour conserver leurs lecteurs et en gagner parmi les formateurs et les universitaires des disciplines voisines. Nul n'est tenu d'être décourageant. Les rédacteurs sont attentifs à limiter l'usage du jargon de métier, ou à en expliquer les termes, à éviter les formulations allusives, évidentes pour les familiers du domaine mais opaques pour d'autres, à introduire des notes pour clarifier des formules trop laconiques, etc. Les consignes distribuées aux auteurs insistent sur la nécessité de rendre leurs textes limpides. Mais il arrive qu'elles ne soient pas respectées. C'est un point auquel il faut veiller avec autant d'attention qu'à la qualité scientifique des textes proposés. Une relecture par un non-spécialiste du domaine serait souhaitable.

Ensuite, il conviendrait de faire la promotion des articles. Pour reconquérir une partie de ce public, il ne faut pas attendre qu'il vienne : il faut aller le chercher, lui donner envie de les lire. Cela passe par un signalement original. Les résumés ne correspondent pas à cet objectif ; faits par les auteurs, ils décrivent leurs recherches de façon aussi complète que le format le permet. Ce sont des textes denses destinés aux collègues. Un signalement se rapproche d'une quatrième de couverture : il doit souligner l'intérêt de l'article – ce que les auteurs modestes ne font pas –, dire qui tirerait profit de sa lecture. Un recto-verso présentant dans cet esprit chaque numéro, ou une brève lettre électronique inspirée de ce que fait la VST pourraient retenir l'attention de certains décideurs et administrateurs, ou de chercheurs de domaines voisins. De ce point de vue, deux suggestions simples et pratiques méritent d'être avancées :

- beaucoup de professeurs fréquentent Wikipédia. Il faut implanter dans ce dictionnaire une notice régulièrement mise à jour sur chacune des revues de l'INRP, en décrivant de quoi elle parle, en citant quelques auteurs et quelques sujets d'articles ou de numéros, avec les liens nécessaires vers le site de l'INRP ;
- tous les enseignants disposent d'une messagerie professionnelle. Il serait simple de leur envoyer trois fois par an une lettre d'information, leur présentant les derniers numéros parus, avec les liens permettant de les télécharger. Dans ce cadre, on peut envisager des tarifs particuliers, allant jusqu'à la gratuité.

Il y a lieu enfin de réfléchir aux contenus et de privilégier les sujets susceptibles d'intéresser davantage de lecteurs, ce qui se décline de façon différente selon les revues :

- R&F, *Repères* et RDST ont un lectorat de chercheurs et de formateurs, auxquels s'ajoutent quelques enseignants. Leur diffusion pourrait progresser auprès des formateurs de maîtres, car la « mastérisation » conduit à rendre la recherche plus présente dans la formation. Cela conduit également à privilégier les recherches ancrées dans des terrains concrets, dont la problématique part de la pratique plus que de la théorie, comme le faisaient *Aster* et *Didaskalia* ;
- HE a un public d'historiens. Ses numéros spéciaux sur l'histoire des disciplines ou des pratiques scolaires reflètent l'une des originalités du SHE, qui est le lieu privilégié des recherches sur ce thème. Pourtant les didacticiens les ignorent.

Pour tenter de les intéresser, il conviendrait que ces numéros fassent le lien entre l'histoire et l'actualité. On regrette par exemple que le numéro spécial sur le cours magistral ne consacre pas un article à son évolution récente ;

- E&S traite de questions très actuelles et n'appelle pas de remarque particulière.

Une solution doit être rejetée. Elle aurait consisté à consacrer une partie identifiée des revues au public enseignant, comme le faisait *Didaskalia* avec ses comptes rendus d'innovation. En fait, ces comptes rendus ne tranchaient pas vraiment sur les autres articles : la description de pratiques accompagnait des analyses méthodologiquement armées d'autres pratiques. L'ensemble présentait une cohérence. Il en irait différemment si la même revue publiait d'une part des articles destinés à des chercheurs et de l'autre des articles explicitement destinés à des enseignants. À viser simultanément deux cibles, on risquerait de les manquer toutes deux.

En conclusion, à côté de l'effort pour améliorer la lisibilité des revues et renforcer leur intérêt actuel, l'effort de communication et de promotion des revues est décisif. Il ne suffit pas de produire d'encore meilleures revues, il faut le faire savoir et de façon attractive :

- il s'agit d'abord de dégager l'intérêt du numéro et de donner envie de le lire. Ceci implique de rédiger annonces de parution, quatrièmes de couverture, et présentations du point de vue du lecteur potentiel. Ces textes ne doivent pas être écrits par les auteurs ;
- il est souhaitable ensuite de développer, autour des revues, ce que l'on pourrait appeler un accompagnement.

Cet accompagnement, qui existerait seulement en ligne, sur le site de l'INRP, devrait comprendre au moins deux séries de documents :

- des résumés longs des articles publiés. Les résumés rédigés par les auteurs qui figurent dans chaque livraison en plusieurs langues sont par construction des documents denses, sinon rebutants. Ils disent en un minimum de mots le maximum de résultats. À côté de ces résumés en quelque sorte techniques, il conviendrait de proposer des résumés plus longs, plus descriptifs et plus attractifs. Les rédacteurs des revues sont sans doute les mieux placés pour rédiger ces résumés longs : comme ils ont accepté les articles, ils savent pourquoi ils l'ont fait et ils sont capables mieux que quiconque de dire ce qu'ils apportent de neuf et d'intéressant. Ces résumés longs, nécessaires en tout état de cause, devraient également être mis en ligne sur le centre unique de résumés que le Conseil du développement artistique envisage de créer ;
- des ensembles de textes susceptibles d'accroître la notoriété de la revue, à l'exemple de ce que fait R&F avec la collection des notices « autour d'un mot », publiées dans chaque numéro, et qui, rassemblées, constituent une sorte de dictionnaire sans équivalent. Il y a une réflexion à mener sur ce point à propos des comptes rendus et notes critiques ou, pour la RFP, des notes de synthèse. L'objectif est d'accroître la notoriété des revues et d'attirer vers elles les lecteurs, en leur proposant une entrée informatique stimulante.

Ces remarques conduisent à souligner l'importance du service des publications. Son rôle ne se limite pas à l'envoi des textes à l'imprimeur, à la gestion des abonnements et à la mise en paiement des factures. Il y a un double travail de relation avec le portail de l'INRP (et avec la VST) et de réalisation d'un accompagnement essentiel pour assurer la promotion des revues et leur visibilité, dans un univers éditorial de plus en plus encombré.

L'AUDIENCE INTERNATIONALE

Toutes les revues de l'INRP souhaitent améliorer leur diffusion et leur notoriété internationale, y compris *Repères* que son domaine – la didactique du français langue maternelle – met un peu à part, comme le montre le tableau 8 ci-dessous. C'est la moins internationale des revues de l'INRP. Toutes les revues sont principalement diffusées en France, mais avec des particularités notables. HE est de loin la plus internationale, avec 40 % d'abonnés étrangers, dont 29 % en Europe et 5 % aux États-Unis, alors que les autres revues, y compris la RFP, ont moins de 30 % d'abonnés étrangers. Le vrai problème est la très faible diffusion en Amérique du Nord, même pour HE et la RFP. La présence des revues de l'INRP est marginale, pour ne pas dire infinitésimale, aux États-Unis. Dans le contexte de mondialisation des SHS actuel, cette situation est préoccupante. Comment faire pour que ces revues soient davantage consultées et plus souvent citées ? Par quels moyens accroître leur audience internationale ?

Tableau 8. **Abonnés des revues de l'INRP
par secteur géographique au 31 décembre 2009**

	RFP	R&F	HE	<i>Repères</i>	<i>Didaskalia</i>	<i>Aster</i>
France	67 %	74 %	59 %	81 %	72 %	76 %
DOM-TOM	4 %	2 %	1 %	3 %	2 %	3 %
Autres pays européens	21 %	17 %	29 %	11 %	15 %	16 %
Amérique du Nord	4 %	3 %	5 %	3 %	8 %	3 %
Reste du monde	4 %	4 %	6 %	1 %	3 %	3 %
Effectif total	759	302	337	265	150	251

Les avis que nous avons recueillis convergent : quelles que soient les réserves qu'appellent la bibliométrie et ses usages, c'est un fait auquel on doit s'adapter. Le point de passage obligé est l'indexation dans les bases de données bibliographiques internationales et la présence sur des portails de large audience dans les milieux anglophones, en sachant que les revues françaises ont sur leurs homologues anglo-saxonnes un handicap certain, du fait que, en raison de traditions culturelles différentes, le nombre de références dans un article français est sensiblement moindre que dans un article anglais.

Références

Pour être indexés, les articles doivent être identifiés par un numéro d'identification international (*Digital object identifier* ou DOI) que l'éditeur doit acheter pour chaque article de revue. Le DOI restant attaché à l'article, quelle que soit la forme sous laquelle il se présente (dans la revue papier, repris par une autre revue, sur un site Internet, etc.), l'article est toujours référencé par la revue détentrice du DOI. Cela permet de mettre certains articles sur des supports multiples, sans pour autant pénaliser la revue qui les a édités⁹. Il faut absolument que l'INRP fasse la dépense nécessaire pour doter tous les articles de ses revues, y compris sans doute les comptes rendus ou autres textes, d'un DOI.

Les revues de l'INRP sont peu présentes dans les bases de données scientifiques internationales. Aucune ne figure dans le Web of Science (WOS), ni par conséquent dans les bases qu'il gère, comme le Social Science Citation Index

(SSCI). La RFP et HE ont été intégrées à la base SCOPUS en mars 2009, et la RFP est en négociation pour l'être prochainement dans la base particulière de la psychologie, PsycINFO. Il est souhaitable que cette situation évolue, avec l'intégration à SCOPUS de R&F et d'E&S, dont l'absence est d'autant plus surprenante que son éditeur, De Boeck, est l'un des fondateurs de cette base. Il faut en outre poursuivre l'intégration au WOS de la RFP, d'HE, et si possible de R&F et d'E&S. Pour les revues de didactique (*Repères* et RDST), l'urgence du référencement est moindre, mais il doit être étudié.

Le référencement pose enfin la question des résumés en langue étrangère. Ils sont actuellement traduits par des professeurs associés à l'INRP. Cette situation peu coûteuse est précaire, et surtout elle n'est pas satisfaisante, car les traducteurs ignorent l'usage que font de ces résumés les bases de références et ils n'utilisent pas toujours les mots qui servent à l'indexation. On ne peut pas « bricoler » des résumés dont dépend l'indexation des articles.

Sites et portails

Nous l'avons vu, les revues de l'INRP sont consultables en ligne sur le site de l'INRP ainsi que sur les portails de l'INIST, et pour d'autres sur Cairn.info et Revues.org. Nous avons attiré l'attention sur les implications financières de ces décisions. Du point de vue de la diffusion internationale, la situation n'est pas satisfaisante, car ces portails touchent un public entièrement ou majoritairement francophone. C'est important pour l'audience des revues en Suisse, en Belgique et au Canada (où Cairn.info s'est bien développé), mais sans grand impact sur le monde anglophone où les portails dominants sont Project Muse¹⁰ et JSTOR.

Or les nouvelles pratiques de lecture et de bibliographie accroissent mécaniquement le nombre des citations d'articles des revues intégrées dans les portails les plus fréquentés. L'avantage est particulièrement fort pour les revues anciennes, qui proposent un plus grand nombre d'articles. Ce sont d'ailleurs celles qui intéressent le plus les portails patrimoniaux, comme JSTOR. Qu'aucune des revues de l'INRP ne soit aujourd'hui présente sur ce portail est très pénalisant pour leur rayonnement international. La RFP, qui paraît depuis 43 ans et occupe une position très forte dans le domaine, devrait intéresser JSTOR¹¹ et son intégration paraît vivement souhaitable. Cette dernière fait l'objet de premières négociations. Il faut y veiller, car l'enjeu est primordial. HE, R&F et E&S devraient également pouvoir rejoindre ce portail mais, pour cette dernière revue, il appartient à son éditeur (De Boeck) d'entreprendre les démarches nécessaires. De même, il convient de veiller à l'évolution du programme Gallica 2 de la BNF. Le projet est de créer un JSTOR gratuit : il faut que les revues de l'INRP y entrent dès que ce programme reprendra. Il faut le souligner ici, ni le référencement, ni la mise sur des portails ne sont des démarches simples. Les multiples contacts à prendre, les négociations, l'examen et la discussion des aspects juridiques et financiers des contrats demandent un gros travail qui repose sur le service des publications.

Publier en anglais : quoi et comment ?

Un second moyen d'accroître l'audience internationale des revues pourrait être de publier des articles en anglais. Trois cas peuvent se présenter :

- des articles commandés à un auteur anglophone ;
- des articles proposés par un auteur anglophone ;
- des articles écrits en français et traduits pour publication.

Le premier cas ne pose guère de problème : la revue qui a commandé un article connaît l'auteur et sait ce qu'elle en attend. Le second cas éveille une certaine méfiance. D'aucuns craignent de publier des articles qui auraient été refusés auparavant par une revue anglophone. D'autres font valoir que certains universitaires étrangers ont intérêt à publier dans des revues françaises, soit que leur sujet concerne le domaine français, soit qu'ils y trouvent un avantage de carrière : certains systèmes universitaires valorisent en effet les publications dans des revues étrangères. Entre ces deux positions, il est inutile de choisir, il suffit de prendre deux précautions :

- prendre toutes les garanties d'expertise, notamment quant au choix des experts, avant d'accepter ces articles ;
- équiper l'article de notes ou d'un « chapeau » qui évite les contresens, pour des raisons qu'on verra plus loin.

Ces deux cas posent déjà, en effet, un problème que le troisième met en pleine lumière : celui du décalage entre les univers linguistiques. Il existe de ce point de vue une grande différence entre les SHS et les sciences « dures ». Les mots utilisés par celles-ci ont le même sens partout : un acide, une fréquence, une masse, un proton, un virus désignent toujours la même chose, comme le soulignent d'ailleurs l'emploi de symboles, la notion de « code » génétique ou la mise en équation : les fonctions n'ont pas de patrie. C'est aussi le cas de la macro-économie, alors que les choses se compliquent en micro-économie, du fait notamment de systèmes comptables différents. En revanche, les concepts des SHS sont toujours contextualisés. Ils renvoient à des réalités situées dans le temps et dans l'espace, où ils prennent des sens différents. Dans le domaine qui concerne l'INRP, c'est particulièrement évident. Pour prendre un exemple simple, le terme « lycée » n'a pas d'équivalent en anglais. *Grammar school* serait un contresens. Pour les États-Unis, on peut le traduire par *high school*, mais le dictionnaire Hachette-Oxford propose pour l'Angleterre avant 1975 *secondary school*, et après 1975 *school preparing students aged 15-18 for the baccalaureate*, ce qui, on en conviendra, est un peu long, et fait en outre courir un risque grave de confusion entre le baccalauréat et le *bachelor degree* qui sanctionne outre-Manche la fin du premier cycle universitaire. L'équivalent du baccalauréat serait plutôt le *A level*, mais traduire l'un par l'autre oblige à préciser la différence entre un cursus général pluridisciplinaire et trois options disciplinaires. Une *boarding school* est bien autre chose qu'un internat. Et l'on pourrait multiplier les exemples de mots ou de notions étranges pour qui vit hors de France, comme « redoublement » ou « laïcité ».

Ces difficultés de vocabulaire renvoient en fait à des différences de conception du monde, d'univers mental, de systèmes sociaux et politiques. Le lecteur américain qui lit « *high school* » pour « lycée », se place spontanément dans le contexte américain qu'il connaît, ce qui en fausse le sens. Il n' imagine pas un financement assuré par l'État, des programmes déterminés par ce dernier, des professeurs nommés également par lui et des examens nationaux. Pour prendre un exemple hors du champ des sciences de l'éducation, voici la première phrase d'un ouvrage important sur les buts de guerre de la France : « *For later generations, the First World War has seemed before all else to exemplify futility* ». Aucun Français ne songerait à résumer ainsi la Grande Guerre. Derrière le problème du mot *futility*, impossible à traduire autrement que par une périphrase associant l'absurde à l'inutile, c'est tout un système de représentations qui est en cause. Moins criantes, les différences en matière d'éducation ne sont pas moins profondes.

Pour ces raisons, traduire un texte d'une langue à l'autre n'est qu'une partie de la solution. Si l'on publie des articles d'auteurs étrangers, que ce soit en

anglais ou en traduction française, on n'échappe pas à la nécessité d'un « chapeau » ou de quelques notes qui pointent les différences à prendre en compte pour les comprendre correctement. Inversement, traduire en anglais un article en français est entreprendre une sorte de réécriture. On est loin du mot à mot. L'auteur doit toujours en quelque sorte anticiper la compréhension du lecteur et s'exprimer de telle sorte qu'elle ne soit pas faussée. Cela peut imposer des mises en garde (« J'utilise tel mot, mais il désigne telle et telle chose différente de ce qu'il désigne normalement chez vous »), des périphrases (*school preparing students*, etc.), ou seulement des notes supplémentaires, mais en tout cas un travail spécifique de préparation du texte auquel l'auteur doit être associé. Ces remarques soulignent la difficulté de toute traduction. Elles ne conduisent pas à les déclarer impossibles ou inutiles. Simplement, pour entreprendre ce travail important, délicat et coûteux – au minimum 135 euros pour 1 000 mots, soit autour de 1 500 euros pour un article de la taille du présent rapport –, il faut que cela en vaille la peine. Est-ce le cas ?

L'objectif, on l'a dit, est que les revues soient davantage connues, citées et lues hors du monde francophone. Or il ne suffit pas qu'un article soit en anglais pour qu'il soit lu et cité. Notre réflexion sur ce point s'appuie d'une part sur l'expérience de *Population* et de la *Revue française de sociologie* (RFS), qui ont fait l'objet d'une étude récente (Gingras & Mosbah-Natanson, 2010), d'autre part sur l'évolution amorcée par la *Revue française de science politique* (RFSP). Celle-ci nous intéresse particulièrement car c'est la revue dominante de son domaine, comme la RFP l'est dans le sien, et bien qu'elle soit éditée par les Presses de Sciences Po, elle n'en est pas plus l'expression que la RFP ne l'est de l'INRP. Les deux revues ont des rapports à leur champ scientifique et à leur éditeur comparables. *Population* publie depuis 2001 une version en anglais parallèlement à son édition française. Son intégration dans le milieu scientifique international a réussi, au point qu'elle apparaît désormais comme une revue anglo-saxonne, plus que française. Cette substitution s'explique par l'excellente réputation antérieure de la revue, le caractère très formalisé des débats démographiques et le fait qu'ils soient rarement traités dans un cadre purement national. La RFS publie depuis 2001 une *English issue*, un numéro annuel qui est une sélection de cinq ou six articles publiés en français au cours de l'année. De 2001 à 2007, la RFS a publié 45 articles dans son *English issue*, dont 8 ont été cités, soit au total 13 citations dans le WOS. Même s'il faut un délai pour qu'un article soit cité, ce résultat n'est guère probant. Les auteurs l'expliquent par le caractère plus national des problèmes sociologiques, que confirme l'analyse des articles cités, majoritairement consacrés à l'histoire ou aux théories de la sociologie.

La stratégie adoptée par la RFSP et qui devrait être mise en œuvre en 2011 est différente. Elle consiste à mettre en ligne, de façon payante, des traductions d'articles de la revue, en s'affranchissant des contraintes de périodicité. L'objectif est de rendre ainsi accessibles en anglais 40 % des articles. Pour y parvenir, l'éditeur envisage de confier la traduction des articles à un groupe d'universitaires indiens avec lesquels la revue est déjà en relation, ce qui présente un avantage de coût, avec une relecture par des collègues anglophones du domaine. Cette solution n'est pas envisageable pour les revues de l'INRP. Alors que faire ?

D'abord publier en anglais les articles écrits en anglais, qu'ils aient été demandés par la revue ou proposés à elle. La piste proposée par E&S, qui est de publier des numéros spéciaux en collaboration avec une équipe de chercheurs anglophones mérite d'être encouragée. Dans ce cadre, certains articles français pourraient être traduits, mais c'est une solution épisodique, au coup par coup, qui ne peut connaître une large application. Il faut donc certainement traduire

en anglais et mettre en ligne, de façon sans doute payante, avec un DOI spécifique, certains articles des revues de l'INRP. Mais ceci suppose remplies trois conditions :

- choisir, en concertation avec les rédactions, les articles les plus susceptibles d'intéresser les chercheurs du monde entier. La priorité nous paraît être de traduire les notes de synthèse de la RFP : outre leur qualité, elles passent en revue sur un thème donné l'ensemble des publications, dont beaucoup sont en anglais. Leur accumulation constituerait un ensemble très riche susceptible d'être largement téléchargé. Mais d'autres articles peuvent être traduits, notamment ceux qui utilisent une approche statistique, où la différence culturelle est moindre ;
- demander aux auteurs de baliser les textes dont la traduction en anglais est prévue, en signalant les difficultés prévisibles et en proposant éventuellement la traduction des termes les plus spécifiquement français ;
- faire de bonnes traductions. Un article écrit en anglais par un chercheur dont l'anglais n'est pas la langue maternelle se repère dès les premières lignes. Pour être bonne, une traduction doit avoir été écrite, ou revue de très près, par un anglophone. Ceci pose directement la question du personnel du service des publications. Non seulement la gestion des traductions et de leur mise en ligne constitue un travail supplémentaire lourd, mais le service n'a pas de personnel compétent pour effectuer ou relire les traductions. Il y a là un point crucial, qui appelle une étude financière sur le coût respectif des traductions rémunérées à l'article ou effectuées par un personnel anglophone.

PASSER AU NUMÉRIQUE ?

Une dernière question se pose : celle du passage au numérique. Il est clair qu'il faut que toutes les revues soient accessibles en ligne. Il n'y a pas lieu de s'étendre sur ce point puisque toutes les revues de l'INRP le sont. C'était indispensable : la consultation électronique se répand, on l'a vu, dans le monde de la recherche ; elle correspond aux pratiques des jeunes générations ; elle donne aux revues plus de souplesse, car il devient possible de mettre les articles, et surtout les comptes rendus critiques en ligne dès leur validation, ce qui importe dans le débat scientifique. En outre, elle permet la simultanéité des consultations : là où un professeur qui voulait faire discuter un article à des étudiants devait réaliser autant de copies que d'étudiants, il suffit de leur indiquer un lien. Avoir rendu toutes les revues de l'INRP disponibles en version électronique doit être porté à l'actif du service des publications. Il reste bien entendu tout à fait possible pour l'INRP et ses équipes de lancer éventuellement de nouvelles revues exclusivement en ligne, à l'exemple de la revue *Histoire@politique* lancée par Sciences Po. La vraie question est différente : faut-il supprimer les éditions papier ? Dématérialiser totalement certaines revues ? Cette question ne se pose pas de la même façon pour toutes les revues. Elle dépend :

- de leur tirage ;
- de leur réputation : les plus connues ont moins à craindre de disparaître ;
- de l'âge de leurs abonnés : les plus âgés risqueraient de se désabonner ;
- de la communication parallèle : pour compenser la perte de visibilité entraînée par la disparition de l'édition papier, les accompagnements devraient être très forts ;
- des attentes des bibliothécaires ;
- du bilan financier de l'opération.

Dans l'ensemble cependant, nous pensons qu'il ne faut pas supprimer les revues papier dans les conditions actuelles. En effet :

- il n'est pas évident que cela permette des économies. D'une part, la production numérique a un coût ; d'autre part, la dématérialisation supprime les coûts d'impression, de routage et de gestion des stocks, mais non les frais liés à la rédaction même (réunions des comités de rédaction, gestion des experts, processus éditorial, etc.). Si l'INRP entretenait deux filières différentes de production, l'une pour l'impression, l'autre pour la mise en ligne, la suppression de la première entraînerait une économie appréciable, mais ce n'est pas le cas. La réduction des dépenses serait donc limitée. Symétriquement, les ressources risqueraient également de diminuer, car la plupart des revues numériques sont gratuites. Le bilan financier d'une dématérialisation n'est donc pas évident et demanderait une étude plus précise, revue par revue ;
- la dématérialisation fait peser une menace sur la pérennité des collections. Alors que celle des collections papier est assurée, celle des collections numériques ne l'est pas, quoi qu'en disent les portails. Leur intention actuelle est bien de garantir cette pérennité, et JSTOR par exemple consent des investissements très lourds dans ce but. Mais c'est une entreprise, qui peut faire faillite ou être reprise par un investisseur qui décidera des coupes sévères ;
- la dématérialisation affaiblit le projet éditorial des revues. L'unité, pour une revue papier, c'est le numéro : chacun présente une certaine cohérence, dans la diversité de ses articles, chroniques et comptes rendus. L'unité, sur un site ou un portail, c'est l'article. On perd le lien avec le contexte du numéro où l'article a été publié.

Ajoutons qu'aucune leçon ne se dégage de l'analyse du contexte. Les changements, dans le monde des revues, des libraires et des bibliothèques, mais aussi des sites et des portails, sont très rapides mais sans orientation claire. On voit de tout : des revues purement numériques qui se créent (et la possibilité n'en doit pas être écartée pour l'INRP), d'autres qui passent à l'édition papier et inversement, d'autres qui y renoncent. La plupart, comme l'INRP, combinent avec un bonheur inégal version papier et version électronique. Pour le moment, il n'y a donc pas lieu pour l'INRP de supprimer les versions papier de ses revues. Il doit en revanche continuer à améliorer leurs versions électroniques pour être prêt à supprimer les versions papier de telle ou telle revue – chacune est un cas différent – si l'évolution générale le rend un jour nécessaire. Dans cette situation d'incertitude, la seule recommandation que nous puissions formuler consiste à rester ouverts aux évolutions extrêmement rapides du milieu éditorial. On voit des revues numériques indépendantes reprises par un éditeur. D'autres passent à l'édition papier. Beaucoup de revues papier passent au numérique. Il nous paraît donc sage de conserver pour le moment les éditions papier et de développer, en les améliorant, les versions numériques pour être prêt, si le passage au numérique se généralise, à suivre le mouvement.

CONCLUSION

Nous ne reprendrons pas ici les suggestions ou orientations que nous avons égrenées au long de ce rapport. Par-delà tout ce qui a pu être dit sur la lisibilité des revues, le choix de leurs sujets, leur relation à Internet, une convergence majeure se dégage : si le destin des revues se joue sur la qualité de leurs articles, il se joue aussi en dehors d'elle, dans la richesse d'un support en ligne qui fasse connaître les articles et propose aux lecteurs un accompagnement ou des services supplémentaires. Que la revue soit en ligne ou en papier, les lecteurs y viendront de plus en plus par un détour : le détour des portails et celui des sites d'éditeur. Cette évolution, nécessaire pour développer l'audience des revues dans le milieu

francophone, est encore plus indispensable pour son audience dans le milieu scientifique anglophone.

Tout ceci renvoie à l'importance du service des publications. C'est aujourd'hui à la fois un service gestionnaire et un service éditorial. Son rôle est essentiel. Il suffit, pour s'en convaincre, de relire d'anciens rapports de la Cour des comptes ou de l'IGAEN qui en dénonçaient la mauvaise gestion, voire l'absence de gestion. Les choses ont bien changé, heureusement. La preuve en est dans la masse d'informations que ce service a pu mobiliser pour nous aider à élaborer ce rapport. Que sa responsable trouve ici nos remerciements.

Mais ce service assure en outre un rôle éditorial. Il a donné à chaque revue un secrétaire de rédaction et il a assuré la numérisation des collections et leur mise en ligne. À l'avenir, il devra jouer un rôle encore plus actif pour construire sur Internet l'environnement porteur dont les revues ont besoin pour se développer et pour se préparer peut-être à des changements plus radicaux. Si l'INRP décide de mettre en anglais des articles choisis, il lui reviendra d'éditer, de traduire ou de réviser des traductions commandées à l'extérieur. C'est un travail scientifique de première importance : publier des articles en mauvais anglais serait contre-productif. Or l'économie actuelle des revues repose, en ce qui concerne les membres des comités des revues et les experts, sur le bénévolat : le travail de lecture et de choix des articles, de relecture, de mise en forme, est accompli par des chercheurs ou universitaires peu rémunérés ou totalement bénévoles. On peut leur demander de faire de bonnes revues, scientifiquement irréprochables, intéressantes et lisibles. Pas davantage, c'est déjà considérable. C'est au service des publications de faire le travail supplémentaire dont ce rapport a montré, nous l'espérons, la nécessité.

Groupe de travail animé par Antoine Prost

NOTES

- 1 Ces universitaires sont Marc Bru (*Revue française de pédagogie*), Alain Dumon (*Aster et Didaskalia*), Michel Fabre (*Recherche et formation*), Monique Hirschhorn (*Éducation et sociétés*), Claude Lelièvre (*Histoire de l'éducation*), André Petitjean (*Repères*). Le rapport de synthèse a été présenté en février 2004 au conseil scientifique de l'INRP par Evelyne Burguière (2004).
- 2 Ce rapport remis le 7 juillet 2010 au directeur de l'INRP s'inscrivait dans le cadre de réflexions interrompues depuis par l'intégration de l'INRP à l'ENS de Lyon. Il est l'œuvre d'un groupe de travail constitué par Matthis Behrens, Philippe Casella, Jean-Michel Chapoulie, Patrick Fridenson, Françoise Cœurard, Denis Paget, Éric Plaisance, Antoine Prost, Marie-Geneviève Vandesande et Marie-Claude Lartigot. Le travail de ce groupe n'aurait pu être établi sans leurs connaissances, leurs réflexions et leurs suggestions. Qu'ils soient tous remerciés chaleureusement de leurs contributions et de l'intérêt qu'ils ont ainsi accordé à l'INRP et à ses revues.
- 3 De Boeck, qui édite E&S avec une subvention de l'INRP, n'a pas fourni à celui-ci de plus amples informations sur sa diffusion. Il conviendrait de revoir la convention entre l'INRP et De Boeck pour remédier à cette anomalie.
- 4 Cette ouverture internationale de la RFP est confirmée par l'analyse d'Olivier Rey et de Marie Gausssel (2010). Pour la période 1999-2009, cette étude note 113 auteurs étrangers à la RFP, dont 62 francophones supposés, alors que le BERJ (*British Educational Research Journal*) n'en compte que 29, pour la plupart issus de pays anglophones.
- 5 Les membres du comité de rédaction de *Nature* semblent ne pas écrire d'articles proprement dits dans cette revue hebdomadaire. Plus proche du magazine scientifique que d'une revue, *Nature* accorde une place limitée aux articles : deux ou trois, soit une vingtaine de pages dans des livraisons d'au moins 120 pages. En revanche, les rédacteurs sont très présents dans plusieurs rubriques : « *research highlights* », « *news* », « *news features* », « *news and views* ».
- 6 Courriel du 12 juin 2010.

- 7 Ainsi la *Revue d'histoire des chemins de fer*, les *Cahiers d'histoire de la sécurité sociale*, les récents *Cahiers pour une histoire de l'ENA*, les *Cahiers d'histoire des douanes*, *Cahier des PTT*, etc.
- 8 Cette évolution est décrite, chiffres à l'appui pour la période 1997-2005, par Sophie Barluet (2006). Elle n'a fait que s'accroître depuis.
- 9 Dans les sommaires des grandes revues scientifiques consultables sur Internet, comme *Nature*, tous les articles, lettres et *news* sont affectés de leur DOI.
- 10 Le portail Project Muse qui propose des numéros récents, comme CAIRN, contient seulement deux revues françaises : *Le Mouvement social* et l'édition anglaise de *Population*.
- 11 JSTOR propose plusieurs revues traitant d'éducation, dont le *British Educational Research Journal* et le *British Journal of Educational Research*, mais pas la *Harvard Educational Review*.

BIBLIOGRAPHIE

- BARLUET S. (2006). « Les revues françaises aujourd'hui. Entre désir et dérives, une identité à retrouver ». Rapport de mission pour le Centre national du livre. Disponible sur Internet à l'adresse : <http://www.centrenationaldulivre.fr/IMG/pdf/Les_revues_francaises_aujourd'hui.pdf> (consulté le 16 novembre 2010).
- BARRET P. & ANTOINE D. (1995). Rapport d'inspection générale sur l'Institut national de recherche pédagogique, n° 95-0163. Paris : IGAEN-IGEN.
- BURGUIÈRE E. (2004). Rapport de synthèse présenté au conseil scientifique de l'Institut national de recherche pédagogique.
- CAFFIN-RAVIER M., DERSY J. & GHESQUIÈRE M. (1999). Le fonctionnement de l'Institut national de recherche pédagogique, n° 99-0073. Paris : IGAEN.
- ÉTÉVÉ C. (1992). *Que lisent les enseignants ?* Paris : INRP.
- GINGRAS Y. & MOSBAH-NATANSON S. (2010). « La question de la traduction en sciences sociales : les revues françaises entre visibilité internationale et ancrage national ». Note de recherche 2010-02. Montréal : Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie. Disponible sur Internet à l'adresse : <http://www.cirst.uqam.ca/Portals/0/docs/note_rech/2010-02.pdf> (consulté le 16 novembre 2010).
- JEANNIN P. (2003). « Revuemétrie de la recherche en sciences humaines et sociales ». Rapport synthétique et final de mission (1999-2003) pour la Direction de la recherche et le ministère délégué à la Recherche et aux nouvelles technologies, p. 76-83. Disponible sur Internet à l'adresse : <http://www.ub.edu/dret/recerca/docs/rapport_jeannin_2003.pdf> (consulté le 16 novembre 2010).
- PERETTI C., SOUCHET C. & JAUGIN J.-P. (2007). Mission d'audit de modernisation. Rapport sur l'Institut national de recherche pédagogique. Paris : IGAEN, IGEN et Contrôle général, économique et financier. Disponible sur Internet à l'adresse : <http://www.audits.performance-publique.gouv.fr/bib_res/594.pdf> (consulté le 16 novembre 2010).
- PROST A. (2001). *Pour un programme stratégique de recherche en éducation*. Paris : La Documentation française, p. 57-60.
- REY O. & GAUSSEL M. (2010). « Tendances de la recherche en éducation à travers trois revues européennes ». *Dossier d'actualité de la VST*, n° 55. Disponible sur Internet à l'adresse : <<http://www.inrp.fr/vst/LettreVST/55-juin-2010.php>> (consulté le 16 novembre 2010).